

## Panorama de la Polynésie française

### CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Capitale	Papeete
Superficie	3 251 km <sup>2</sup>
Situation géographique	Pacifique sud, Auckland à 4 100km, Honolulu à 4 400km, Paris à 18 000 km
Langues parlées	Français et langues vernaculaires <sup>(1)</sup>
Monnaie	Franc Pacifique – F CFP - (code ISO 4217 : XPF) - 1 000 CFP = 8,38 euros
Statut	Collectivité d'outre-mer rattachée à la France
Rang mondial IDH (2010)	75
Représentation nationale	3 députés, 2 sénateurs, 1 représentant au Conseil économique social et environnemental
Représentation de l'État	Haut-commissaire de la République

(1) Tahitien, paumotu, marquisien, mangarévien, rurutu, raivavae, rapa

#### Repères historiques

Le peuple polynésien s'est installé par vagues migratoires de 300 après J.-C. à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle. Les Européens, pour leur part, ont atteint la Polynésie française dès 1521 (Magellan) pour s'installer après l'arrivée du capitaine Wallis (1767). Dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, la dynastie des Pomare, famille originaire des Tuamotu, étendit son pouvoir sur l'ensemble du territoire et son dernier représentant, Pomare V, céda à la France sa souveraineté sur toutes les îles dépendant de la couronne de Tahiti en 1880.

En 1957, les Établissements français d'Océanie (EFO) devinrent « Polynésie française » et le rattachement à la France fut confirmé par référendum en 1958.

L'installation du Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) en 1960, puis les essais nucléaires, qui s'étalèrent jusqu'en 1996, ont modifié en profondeur l'économie et la société polynésiennes.

#### Organisation institutionnelle

Accordée dès 1977, l'autonomie de gestion est complétée par le statut d'autonomie interne en 1984. Celui de 1996 donne à la Polynésie française une personnalité propre au sein de la République et celui de 2004 des pouvoirs élargis, l'État ne conservant qu'une compétence centrée sur ses fonctions régaliennes. Cette dernière réforme débouche sur une longue période d'instabilité politique (onze gouvernements se succèdent jusqu'en 2013). Le 1<sup>er</sup> août 2011, une loi organique relative au fonctionnement des institutions est adoptée afin de restaurer la stabilité. Elle est actuellement en œuvre avec l'installation d'une nouvelle Assemblée à l'issue des élections territoriales de mai 2013.

Les fonctions de l'État sont assurées par son représentant local, le Haut-commissaire de la République. Les compétences du Pays sont mises en œuvre et contrôlées par les quatre institutions suivantes :

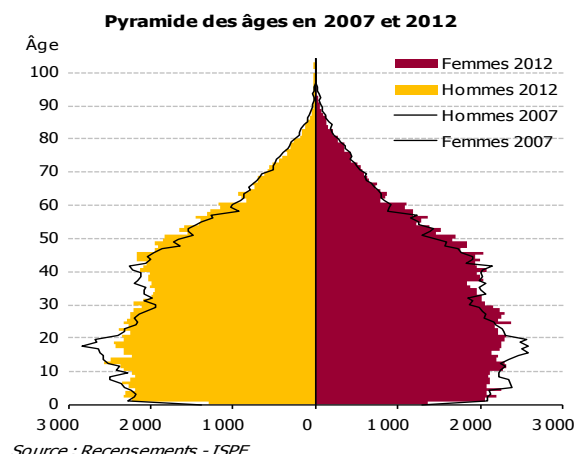
- le **Président**, élu par l'Assemblée de Polynésie française pour 5 ans, constitue le gouvernement et dirige son action. Il promulgue les lois de pays et signe les actes délibérés en Conseil des ministres. Il est l'ordonnateur du budget et dirige l'administration locale ;
- le **Gouvernement**, composé au maximum de 15 ministres dont un vice-président, est chargé solidairement et collégialement des affaires relevant de sa compétence. Il arrête les projets de délibérations à soumettre à l'Assemblée et les mesures d'application nécessaires ;
- l'**Assemblée de Polynésie française** (APF) se compose de 57 membres élus pour 5 ans au suffrage universel direct. Elle adopte les lois de Pays et les délibérations présentées par le gouvernement. Elle vote le budget ainsi que les comptes de la Polynésie française et contrôle l'action du Gouvernement ;
- le **Conseil économique, social et culturel** (CESC), organisme consultatif de 51 membres représentant les groupements professionnels, les syndicats, les organismes et les associations qui concourent à la vie économique, sociale et culturelle du Pays, est obligatoirement saisi pour avis sur les projets à caractère économique, social ou culturel et propositions d'actes soumis par le Gouvernement ou l'APF.

# UNE POPULATION EN VOIE DE VIEILLISSEMENT

Au terme du recensement de 2012, la population polynésienne s'établit à 268 207 habitants. Entre 2007 et 2012, elle s'est accrue de 8 500 habitants sous l'effet combiné d'un excédent naturel de 16 500 personnes et d'un déficit migratoire estimé à 7 750 personnes. Le déficit migratoire trouve son origine à la fois dans la progression du nombre d'émigrants et la diminution de l'immigration.

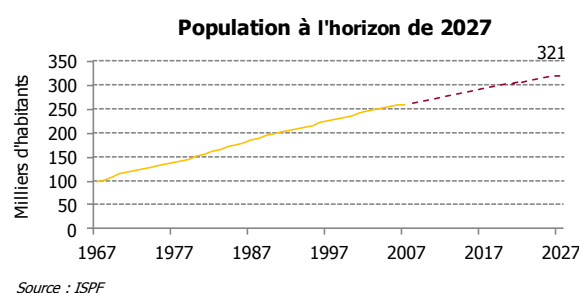
Avec un quart de jeunes de moins de 15 ans en 2012, la population polynésienne reste jeune, mais elle est sur la voie du vieillissement. En effet, entre 2007 et 2012, la tranche des moins de 20 ans a baissé de 5,6 % tandis que celle de 60 ans et plus a progressé de 20 %. À l'horizon 2027, la Polynésie française comptera 320 000 habitants dont 17 % auront plus de 60 ans.

La répartition géographique de la population se caractérise par une forte concentration aux Îles du Vent où se trouvent les trois quarts des habitants, dont 9 personnes sur 10 sur l'île de Tahiti.



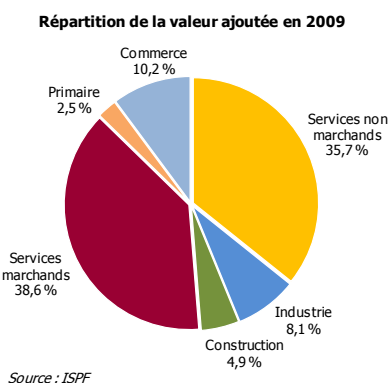
Indicateurs démographiques	Polynésie française	France (1)
Population (Polynésie : 2012 en milliers ; France : millions)	268	65,8
Part des moins de 20 ans (% , 2012)	33,0	24,6
Part des 20-59 ans (% , 2012)	56,9	51,5
Part des 60 ans et plus (% , 2012)	10,1	23,8
Densité de population (hab./km <sup>2</sup> , 2012)	71	117 <sup>(2)</sup>
Évolution annuelle moy. de la population (% , 2002-2012)	1,0	0,6 <sup>(3)</sup>
Taux de natalité (taux pour 1 000 habitants, 2013)	15,5	12,3
Taux de mortalité (taux pour 1 000 habitants, 2013)	5,3	8,7
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances, 2013)	9,8	3,6
Indice conjoncturel de fécondité (2013)	2,0	1,99
Espérance de vie des femmes à la naissance (années, 2013)	77,4	85,0
Espérance de vie des hommes à la naissance (années, 2013)	72,8	78,7

(1) Bilan démographique de l'Insee 2013 ; (2) France métropolitaine en 2013 ; (3) Entre 2004 et 2014  
Sources : Insee, ISPF



## PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

La Polynésie française présente les caractéristiques d'une économie moderne, dont les services constituent la principale source de création de richesse. Le soutien de la dépense publique par l'État et de l'investissement privé, dynamisé par les dispositifs de défiscalisation locale et métropolitaine, a permis d'obtenir une croissance moyenne annuelle de 4,2 % entre 1997 et 2007. Néanmoins, l'économie polynésienne connaît depuis 2007 un fort ralentissement, illustré notamment par le recul du chiffre d'affaires global des entreprises (-1,7 % en moyenne annuelle entre 2007 et 2013 contre +5,2 % entre 2002 et 2007) et des effectifs salariés. Après avoir stagné en 2008, le PIB réel a chuté de 4,2 % en 2009, marquant l'entrée de la Polynésie française dans la récession.

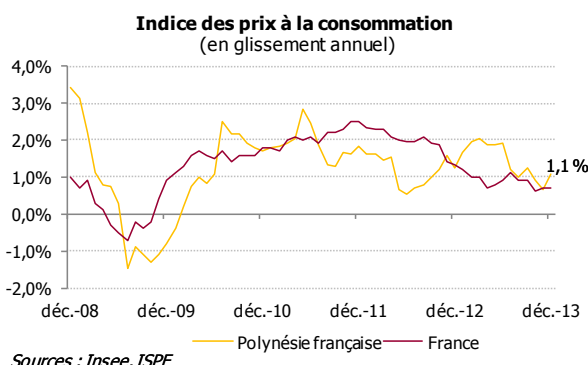


Principaux indicateurs économiques	Polynésie française	France (1)
PIB (milliards de F CFP courants, 2009 <sup>(2)</sup> )	563	252 230
Taux de croissance du PIB (% , F CFP constants, 2009)	- 4,2	0,0
PIB par habitant (millions de F CFP courants, 2009)	2,14	3,83
Dépenses de l'État dans la collectivité (en % du PIB, 2009)	25,1	-
Dettes des collectivités (% du PIB)	nd	8,4 <sup>(3)</sup>

(1) Chiffres de 2013 sauf mention contraire ; (2) Il n'existe pas de PIB disponible pour la Polynésie française au-delà de 2009 ; (3) Dette publique notifiée ou au sens de Maastricht  
Sources : Insee, ISPF

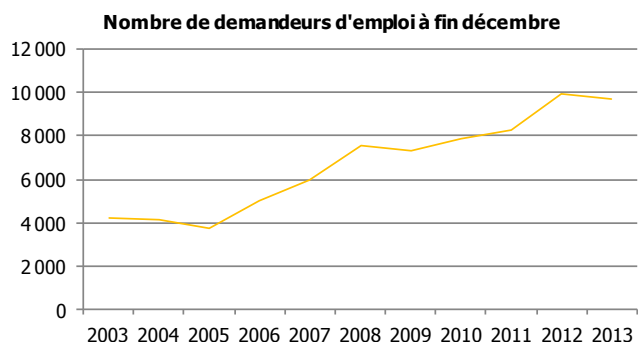
### Une inflation modérée

La hausse des prix est modérée (+1,5 % de croissance de l'indice des prix à la consommation en moyenne entre 2002 et 2012, avec toutefois un pic de +3,4 % en 2008). En 2013, l'inflation s'établit à 1,1 % en fin d'année et est essentiellement liée à la hausse des tarifs des transports (+2,1 % en 2013) et à celle des prix des produits alimentaires (+1,5 %).



## Déclin persistant du marché du travail

Après avoir enregistré une hausse constante entre 2002 et 2007 (+2,4 % en moyenne annuelle), les effectifs salariés se sont inscrits en baisse sur la période 2008-2013 (-2,2 % en moyenne annuelle). Les services mobilisent 67 % des effectifs, dont plus de la moitié travaille dans le secteur marchand. Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi a progressé fortement à partir de 2006, malgré un recul de 2 % en 2013. Le nombre moyen de postulants par offre d'emploi (hors emplois aidés) a fortement augmenté sur la décennie (37 en 2013 contre 13 en 2005), témoignant de la situation difficile sur le marché du travail.



Source : SEFI

Emploi	2003	2013	Évol. 13/03 <sup>(1)</sup>
<b>Emploi total</b>	<b>73 395</b>	<b>71 085</b>	<b>-0,3 %</b>
<b>Emploi non salarié</b>	<b>10 239</b>	<b>10 119</b>	<b>-0,1 %</b>
<b>Emploi salarié</b>	<b>63 156</b>	<b>60 966</b>	<b>-0,3 %</b>
Agriculture	2 073	1 759	-1,1 %
Industrie	5 032	4 774	-0,5 %
BTP	5 859	4 230	-3,0 %
Commerce	9 606	9 221	-0,4 %
Services marchands	26 289	27 784	0,6 %
Services non marchands	14 297	13 198	-0,8 %

(1) Taux de croissance annuel moyen

Sources : CPS, ISPF

## Des échanges extérieurs de biens déficitaires, compensés par les services

La Polynésie française est dépendante de l'extérieur pour la satisfaction de ses besoins énergétiques et alimentaires. L'exiguïté de son territoire et de son marché intérieur, la double insularité de ses archipels ainsi que son éloignement des grands marchés de consommation sont autant de facteurs qui limitent le développement de productions de substitution aux importations et d'exportations compétitives.

Le déficit du commerce extérieur de biens est important (entre 125 et 150 milliards de F CFP par an). Avec près d'un quart des échanges, la France reste le principal partenaire commercial de la Polynésie française. Principaux produits d'exportation, les produits perliers génèrent deux tiers des recettes d'exportations. En revanche, les échanges de services sont structurellement excédentaires (57,2 milliards de F CFP en 2012) grâce au tourisme et aux services des administrations publiques.

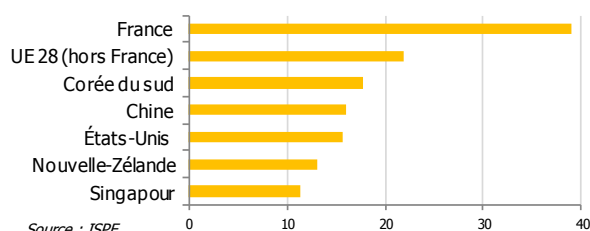
Importations (en millions de F CFP)	2013
Produits des industries agricoles et alimentaires	36 402
Biens intermédiaires	33 020
Biens d'équipement	29 529
Produits énergétiques	27 574
Biens de consommation	23 083
Produits de l'industrie automobile	8 866
Produits agricoles, sylvicoles et piscicoles	3 047
<b>Total</b>	<b>161 523</b>

Source : ISPF

Exportations (en millions de F CFP)	2013
Produits perliers	7 881
Poisson	1 100
Noni	458
Huile de coprah	421
Nacres	249
Vanille	316
Monoï	214
Divers	1 271
<b>Total</b>	<b>11 910</b>

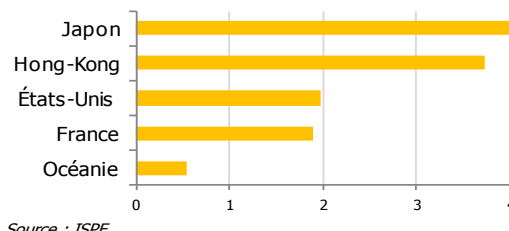
Source : ISPF

**Principaux fournisseurs en 2013**  
(en milliards de F CFP)



Source : ISPF

**Principaux clients en 2013**  
(en milliards de F CFP)



Source : ISPF

## LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

La structure de l'économie polynésienne est marquée par l'importance du secteur tertiaire, qui concentre 85 % de la valeur ajoutée totale en 2009 et dans lequel travaillent plus de 8 salariés sur 10 fin 2013. Si le secteur se distingue par l'importance des services administrés, les services marchands constituent cependant la principale branche de l'économie, avec 39 % de la richesse produite. Le secteur primaire, qui comprend l'agriculture mais également la periculture et la pêche, ne représente que 3 % de l'économie polynésienne.

Principaux indicateurs sectoriels	2004	2013	Var. 10 ans <sup>(1)</sup>
Fréquentation touristique (nombre de touristes)	211 893	164 393	-2,5 %
Exportations de perles brutes (en millions de F CFP)	10 959	7 652	-3,4 %
Exportations des produits de la pêche (en millions de F CFP)	395	1 100	+20,3 %
Importations de bitume (en milliers de tonnes)	5,5	3,0	+3,5 %
Importations de bois transformé (en milliers de tonnes)	37,8	20,3	-6,0 %
Importations de ciment (en milliers de tonnes)	151,5	98,4	-4,1 %
Immatriculations de véhicules neufs	7 184	4 151	-5,3 %

Sources : ISPF, Service de la pêche

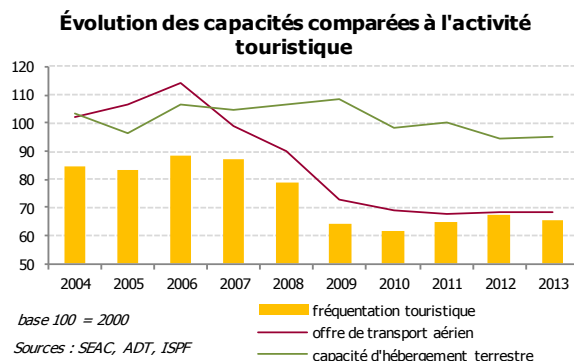
(1) Taux de croissance annuel moyen entre 2004 et 2013

## Les difficultés persistent dans le BTP

Entre 2002 et 2007, le BTP a bénéficié de la vigueur de la commande publique et de l'investissement des ménages, avec un chiffre d'affaires en progression de 5 % en moyenne annuelle. Frappé par la crise, il a été très affecté par l'atonie de la demande intérieure à partir de 2007 et marqué par des difficultés de trésorerie liées à l'allongement des délais de paiement de la clientèle. Après trois années consécutives de baisse, la commande publique, qui génère un tiers de l'activité globale du BTP, connaît en 2013 une légère reprise, comme en témoigne la hausse de 6,9 % des dépenses liquidées par le Territoire. La branche bâtiment est restée pénalisée par un nombre insuffisant de mise en chantier tandis que la production locale de nouveaux crédits immobiliers s'est réduite de 7,3 % en 2013 pour les ménages et de 9,8 % pour les entreprises.

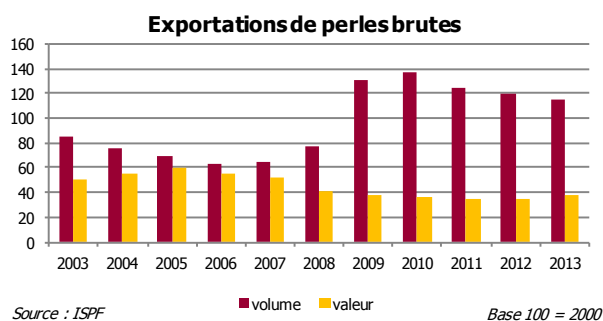
## Ébauche de redressement dans le tourisme

Secteur phare de l'économie polynésienne, le tourisme contribuait pour 8 % à la formation du PIB en 2007. Près de 9 800 salariés (16 % des salariés polynésiens) travaillent dans le secteur. La fréquentation touristique, satisfaisante entre 2002 et 2007 (+2,9 % par an en moyenne), s'est ensuite sensiblement contractée (-4 % en moyenne annuelle entre 2008 et 2013). Cette chute coïncide avec une contraction de l'offre de transport aérien (-3,6 % en moyenne annuelle) et de la capacité d'hébergement terrestre (-10,5 % sur la période). En 2013, en dépit d'un léger recul du nombre de touristes (-2,7 %) sur l'année, le nombre de nuitées payantes progresse (+1,2 %), soutenu par une augmentation de la durée moyenne de séjour (+0,3 jour). Le chiffre d'affaires du secteur progresse de 4 %.



## Vers une sortie de crise pour la perliculture

Implantée essentiellement aux Tuamotu-Gambier, la perliculture constitue un élément clé du développement économique des archipels éloignés et un frein à l'exode des populations vers Tahiti. En 2012, la perliculture était exercée sur 466 fermes et employait 1 300 personnes. Les pouvoirs publics ont accompagné son expansion avec un cadre réglementaire incitatif. Toutefois, la filière traverse depuis le début des années 2000 une crise profonde, liée à la chute des cours mondiaux et aux difficultés de structuration du secteur. En 2013, le secteur perlicole connaît une reprise, amplifiée par le succès des ventes aux enchères organisées par le Groupement d'intérêt économique (GIE) Poe o Rikitea. Les recettes d'exportations de perles brutes sont en hausse de 11 % par rapport à 2012, grâce à l'augmentation de 16 % du prix moyen au gramme, qui atteint 568 F CFP.



## LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

La Polynésie française compte trois banques (la Banque Socredo, la Banque de Polynésie et la Banque de Tahiti) et trois sociétés financières (Ofina, Sogelease BDP et Oceor Lease Tahiti). Interviennent aussi des établissements de crédit métropolitains tels que l'AFD, la CDC ou la Casden. En 2013, le bilan agrégé des banques a reculé de 0,3 %, reflétant le manque de dynamisme persistant de l'activité économique locale. Les banques locales enregistrent également une nouvelle baisse de leur produit net bancaire (-2,2 %), qui engendre une détérioration de leur rentabilité en dépit d'une bonne maîtrise des frais généraux, alors que le coût du risque s'accroît de manière significative.

En hausse depuis plusieurs années, le taux de créances douteuses brutes de la place s'élève à 12,6 %. La détérioration de la sinistralité concerne plus particulièrement les entreprises (19,1 %), notamment suite à des défaillances notables dans le secteur du commerce. Confrontés à la morosité du marché de l'emploi et aux difficultés de remboursement de leurs crédits, les ménages observent une hausse plus diffuse de leur taux de créances douteuses brutes (8,3 % en 2013, +0,5 point).

Indicateurs entreprises	2013
Coût du crédit aux entreprises 4 <sup>e</sup> trimestre 2013 :	
- Découvert	3,88 %
- Moyen et Long Termes	3,63 %
Actifs financiers (milliards de F CFP) à fin décembre	104
Concours bancaires (milliards de F CFP) à fin décembre (*)	165
dont crédits d'exploitation	44 %
dont crédits d'investissement	43 %
dont crédits à la construction	10 %
Taux de créances douteuses brutes à fin décembre (en %)	19,1

Source : IEOM, données locales  
(\*) Établissements de crédit locaux et hors zone d'émission

Indicateurs monétaires et financiers	2013
Masse monétaire M3 (milliards de F CFP) à fin décembre	391
Taux de créances douteuses – Ets de crédit locaux (en %)	12,6
Nombre d'habitants par guichet bancaire	4 048
Nombre d'habitants par guichet automatique	1 706
Nombre de comptes bancaires par habitant	1,4
Nombre de cartes bancaires par habitant	0,7

Indicateurs ménages	2013
Coût du crédit aux ménages 4 <sup>e</sup> trimestre 2013 :	
- Découvert	9,94 %
- Immobilier	3,97 %
Actifs financiers (milliards de F CFP) à fin décembre	340
Concours bancaires (milliards de F CFP) à fin décembre (*)	275
dont crédits habitat	65 %
dont crédits consommation	32 %
Taux de créances douteuses brutes à fin décembre (en %)	8,3

Source : IEOM, données locales  
(\*) Établissements de crédit locaux et hors zone d'émission

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN

Éditeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : 31 juillet 2014 – Dépôt légal : juillet 2014 – ISSN 1968-6277